Fapt la cgt — pour le droit à la communication

Flashinfo

Lien d'information mensuel de l'Union Fédérale des Retraités et retraitables

N 2 février 2015

MARS…ET ÇA REPART !

La perspective de la journée internationale des femmes du 8 mars doit être l'occasion pour les femmes et les hommes, ensemble, de faire avancer les revendications pour que l'égalité ne se résume pas à des discours aussi généreux que creux des politiques et du MEDEF.

Alors que la pension moyenne des femmes est de 850 € mensuels contre 1450 pour les hommes (insuffisant dans les deux cas), l'égalité si elle était appliquée cela rapporterait à la branche retraite un solde positif de 5 milliards d'€ dès 2015 et plus de 10 en 2020.

Lutter pour l'égalité en même temps que pour le relèvement général des pensions est donc utile pour tous.

Alors soyons, hommes et femmes, de toutes les initiatives qui permettent l'expression des besoins des femmes et de leurs revendications dans cette journée.

Soulignant toutes les mobilisations en France (cheminots, gaziers, électriciens, transports routiers) et en Europe, le CCN avec une CGT rassemblée et mobilisée propose à tous les syndiqués :

- d'investir la préparation du 51ème congrès

- de s'inscrire dans une journée nationale interprofessionnelle et intergénérationnelle de mobilisation et d'arrêts de travail en mars, si possible la plus unitaire possible

- d'amplifier la campagne de syndicalisation

En nous y mettant tous dès maintenant, nous travaillerons d'autant mieux à la préparation de la journée d'actions des retraités du 1er avril prochain.

CCN DES 3 ET 4 FEVRIER

Une de ses séances était consacrée à l'élection d'une nouvelle direction confédérale. Un nouveau bureau confédéral, totalement renouvelé a été élu, avec comme secrétaire général, Philippe MARTINEZ, actuel secrétaire général de la fédération de la métallurgie. Notre camarade, Colette DUYNSLAEGER, secrétaire générale de notre fédération a été élue administratrice de la CGT.

Echec de la négociation : le patronat responsable.

Le patronat voulait profiter de cette négociation pour faire une grande braderie des droits des salariés et de leurs représentants. On ne peut pas affirmer que le dialogue social est essentiel pour l'efficacité de l'entreprise et considérer dans le même temps qu'il est un coût. Les propositions de la CGT sont à disposition des salariés pour faire grandir leurs exigences de démocratie sociale.

Nouveau report de la Loi d'adaptation de la société au vieillissement, cela suffit !

Promesse de campagne du candidat Sarkozy abandonnée en 2012 puis reprise par le candidat Hollande, le Premier Ministre annonce que cette loi ne sera mise en œuvre qu'au début 2016 !

La CGT et son Union confédérale des retraités (UCR-CGT) dénoncent le report de ce projet qui permettrait d'anticiper et de combattre les facteurs de risque de la perte d'autonomie en adaptant les politiques publiques au vieillissement, en particulier celles du logement, de l'urbanisme et des transports, et accompagner financièrement en relevant les plafonds de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile entre autre.

Pour un vrai régime d'assurance-chômage.

Jeudi 29 janvier 2015 les chômeurs et travailleurs précaires ont agi à l'appel de plusieurs organisations de la CGT pour exiger un véritable régime d'assurance-chômage. Les effets désastreux de la convention doivent être corrigés. Les organisations patronales et syndicales signataires et du gouvernement doivent immédiatement lever les blocages sur les indemnisations liés à la nouvelle convention.

C'est un véritable service public de l'emploi qui doit être à l'ordre du jour. L'action se poursuit

Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels : des choix porteurs de dangers

La détermination de l'annexe financière listant les prévisions de dépenses l'année 2015 ne font qu'accentuer les insuffisances du projet d'annexe financière produit par les organisations patronales et syndicales sur lesquelles la CGT faisait déjà des réserves. La CGT ne peut se satisfaire de l'insuffisance des financements affectés aux OPACIF (Organismes Paritaires qui gèrent le Congé Individuel de Formation) qui va inévitablement se traduire en 2015 par une baisse du nombre de CIF financés.

Loi Macron : le gouvernement retire l'amendement sur le secret des affaires.

Suite à une forte mobilisation des journalistes et des citoyens, l'amendement qui devait introduire la notion de « secret des affaires » dans la loi Macron a été retiré. Le SNJ CGT

explique qu'il aurait fourni aux entreprises ayant des pratiques frauduleuses une protection contre les « lanceurs d'alertes », ces salariés consciencieux qui relèvent des pratiques douteuses dans leur milieu professionnel, ainsi que les journalistes qui traitent de ces sujets.

Transports routiers

Le conflit des transporteurs routiers continue. La nomination d'un médiateur n'a pas pour l'heure changé la donne ; le patronat refuse toujours de négocier la revendication essentielle d'une une augmentation sensible des salaires.

Chiffres du chômage 2014 : une année catastrophique pour les salariés et les demandeurs d'emploi

Les chiffres du chômage pour le mois de décembre viennent d'être communiqués. Ils montrent une nouvelle augmentation du chômage. Le nombre total de chômeurs, toutes catégories, s'élève à 5 218 200, soit une augmentation de 6,4% sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente sur l'année 2014 de 5,7%, pour la catégorie A pour atteindre le chiffre de 3 496 000. La loi Macron par ses objectifs de déréglementation du travail va aggraver la situation. Pour la CGT, stopper les aides aux entreprises sans conditions, moduler les cotisations patronales en fonction d'objectifs (part de la masse salariale dans la valeur ajoutée, politique d'emploi dans les entreprises comme l'égalité femme/homme, le niveau de précarité, l'emploi des jeunes…) et mettre à contribution les revenus financiers des entreprises pour contribuer au financement de la protection sociale sont de nature à changer la politique actuelle.

Pour sortir de la crise : il faut rompre avec l'austérité et la déflation sociale.

C'est le message porté par la CGT et les autres organisations syndicales après l'annonce que la Banque Centrale Européenne va acheter sur le marché financier chaque mois 60 milliards d'euros d'obligations d'état. C'est un changement de stratégie. La CGT ne minimise pas ce changement, mais l'enjeu porte sur l'usage qui sera fait de cette énorme masse d'argent. Pour sortir de la crise, il faut rompre la pression exercée sur les salaires et retraites, l'emploi et les conditions de travail. Il faut rompre avec les politiques d'austérité et utiliser l'argent des contribuables pour développer les services publics.

Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels : des choix porteurs de dangers

La détermination de l'annexe financière listant les prévisions de dépenses l'année 2015 ne font qu'accentuer les insuffisances du projet d'annexe financière produit par les organisations patronales et syndicales sur lesquelles la CGT faisait déjà des réserves. La CGT ne peut se satisfaire de l'insuffisance des financements affectés aux OPACIF (Organismes Paritaires qui gèrent le Congé Individuel de Formation) qui va inévitablement se traduire en 2015 par une baisse du nombre de CIF financés.

Caisse nationale d'allocations familiales.

Pour la CGT, l'action sociale est un vecteur de la République c'est ce qu'ont dit nos représentants aux ministres lors de la rencontre du 23 janvier. Ils estiment que si l'on veut véhiculer efficacement les valeurs de la République, les affaires sociales devraient voir leurs moyens renforcés « *à l'instar des ministères de l'Intérieur, de la Justice ou des Finances* »

Syndicalisation

36 militants UFR de 31 sections ont participé aux journées d'études qualité de vie syndicale et syndicalisation les 20 et 21 janvier 2015. Une des premières décisions est de se faire rencontrer partout les directions de syndicats avec les sections UFR pour favoriser le travil ensemble sur la syndicalisation, l'activité, la continuité et la formation syndicales, la politique des cadres..bref se donner plus de moyens efficaces pour dynamiser la remise des FNI et retrouver le plus haut niveau de nos forces syndiquées.

Les Grecs ouvrent la voie à une autre Europe, l'Espagne tente de la suivre

Résistance du peuple Grec aux prétentions du directivisme Européen : les institutions européennes et les banquiers ont perdu et devront prendre la dimension de la situation nouvelle car déjà les premières mesures pleines d'audaces sont mises en place en Grèce pour les plus vulnérables, Smig relevé, gratuité de l'électricité, renationalisation des services publics, renégociation pour un effacement de la dette. **A Madrid** 300 000 espagnols ont « marché pour le changement » pour mettre fin à l'empire de la finance internationale qui oublie l'humain et poser la question d'une restructuration de la dette. **Dans ses repères revendicatifs la CGT** pointe « la responsabilité des États et notamment de la France et de l'Union européenne pour fixer les cadres politiques nationaux, européens et internationaux compatibles avec les réponses à apporter aux besoins des peuples, au développement humain pour faire reculer durablement la pauvreté. Le droit du travail doit prévaloir sur le droit commercial, le droit financier et le droit de la concurrence.»

Vie nouvelle m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 12 €